

612585
(185026)

LES SOUFFRANCES

DE CORFOU

Article I.^{er} et II.^{me}

ΤΑ ΠΑΘΗΜΑΤΑ ΤΗΣ ΚΕΡΚΥΡΑΣ

Ἔκθερα Α' καὶ Β'.

ΙΑΚΩΒΑΤΕΙΟ
ΔΗΜΟΣΙΑ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
ΣΥΛΛΟΓΗ Π. ΠΑΤΡΙΚΟΥ
Α1.Σ2.Φ6.0018



ΕΝ ΚΕΡΚΥΡΑ

Τυπογραφείον Η. ΙΟΝΙΑ

ΙΑΚΩΒΑΤΕΙΟΣ

ΔΗΜΟΣΙΑ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
ΜΟΥΣΕΙΟ ΛΗΘΟΥΡΙΟΥ

1867



Les souffrances de Corfou.

ARTICLE 4.er

Nay, take my life and all, pardon not that:
You take my house, when do you take the prop
That doth sustain my house, you take my life,
When do you take the means whereby I live.

SHAKESPEARE.

§. 1.

Nous ne nous troublons pas lors que nous lisons des écrits contenant des opinions absurdes, produit de l'imagination égarée de quelque individu; nous rions, nous en témoignons tout au plus notre mépris et n'en faisons pas d'autre cas. Lorsque pourtant, non plus cet individu-ci ou celui-là, mais une classe de citoyens, ou des personnages revêtus d'un caractère public visent au paradoxe et à la perversité, comme membres d'une Société policée, nous ne pouvons pas alors nous empêcher de nous troubler, et nous nous voyons obligés de prendre la plume pour réfuter l'imposture.

Il n'y a pas long temps qu'en France un écrivain très-distingué jugea à propos de publier un gros volume pour prouver que la propriété n'est pas un vol. Nous nous voyons aujourd'hui exactement dans le même cas, nous autres corfiotes, devant les propositions de MM. Constantas, Roméos etc.

Et pourquoi? nous dira-t-on.

D'abord, parce que ces Messieurs et leurs collègues sont des députés et, comme tels, ils se targuent d'être les représentants du peuple; et puis, parce que nous avons à regretter de fâcheux antécédents.

Il n'est pas question ici d'examiner si les députés de la campagne représentent réellement le peuple ou le rebut des indigens; il est toute fois hors de doute que ces Messieurs sont considérés à Athènes comme représentants du peuple, et leur voix doit conséquemment produire une certaine sensation à tous ceux qui ignorent tout ce qui s'est passé et se passe dans cette île infortunée.



ΕΛΛΗΝΙΚΗ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑ
ΕΘΝ. ΒΙΒΛ. ΑΘΗΝΩΝ
ΑΡΧ. ΒΙΒΛ. ΑΘΗΝΩΝ



ΙΑΚΩΒΑΤΕΙΟΣ
ΔΗΜΟΣΙΑ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
ΜΟΥΣΕΙΟ ΑΡΧΕΤΥΠΟΥ

Le fâcheux antécédent que nous déplorons est la loi CL. que la Chambre entraînée en erreur vota le 20 Janvier 1866, et qui remplit d'amertume le coeur de notre auguste roi.

Sous prétexte de cette soi-disante loi d'assimilation, on abolit à Corfou des institutions, sans qu'il en existât d'analogues pour les y remplacer dans la législation hellénique ; d'autres qui sont en vigueur dans le reste de la Grèce, furent abrogées aux Iles Ioniennes — tel que le droit de retour des biens-fonds ; de précieux intérêts ne furent point sauvegardés, et pour combler la mesure, par l'effet retroactif des lois, on ébranla un des principes fondamentaux et salutaires de toute société civilisée.

Du reste le phénomène étrange qui se passe aujourd'hui sous nos yeux, n'est pas tout-à-fait nouveau : pas le moins du monde. La sédition a vomi toujours et partout de ses entrailles des hommes, tels que MM. Roméos, Constantas etc. L'histoire, dans toutes ses périodes, en fourmille d'exemples. La scène où de semblables événements se passèrent fut, il est vrai, plus ou moins étendue, plus ou moins remarquable ; mais cela ne change rien à l'affaire.

Au sein de la grande république romaine, que promettait en effet Catilina à la populace frénétique qui l'entourait ? Tum Catilina polliceri, dit l'illustre historien de sa conjuration, tabulas novas, proscriptionem locupletium, magistratus, sacerdotia, rapinas, alia omnia quæ bellum atque lubido victorum fert. Au sein du petit royaume hellénique, les Roméos, Zervos, Constantas en briguant des suffrages, que promettaient-ils aussi à la classe rurale ? L'extinction des dettes (tabulas novas), la proscription des riches (proscriptionem locupletium), des emplois aux ignorants, des paroisses à d'indignes ministres (magistratus, sacerdotia), la rapine de la propriété (rapinas) et tout ce que la licence entraîne avec elle (alia omnia quæ lubido victorum fert.)

Heureusement pour Rome, Cicéron s'opposa à Catilina ; malheureusement pour notre île, son Cicéron n'est pas encore né, ou il pleure encore au maillot.

Ainsi les députés de la campagne ont déjà commencé à mettre en exécution leurs projets, et à l'heure qu'il est, ils se hâtent à l'accomplissement de leur oeuvre.

Par la loi CL. les propriétaires de Corfou, qui ont pour la plupart confié leur propriété rurale à titre d'emphytéose ou de colonat à des agriculteurs nommés emphytéotes ou colons partiaires, se virent privés de ces garanties que la loi ionienne accordait jusqu'alors au propriétaire vis-à-vis du possesseur. Ils furent réduits à ne pouvoir pas vérifier légalement la portion du produit qui leur est due par le colon partiaire. Ils furent empêchés dans l'exercice de leurs droits ne pouvant pas recouvrer les terres baillées, quoique l'agriculteur ne remplît envers eux les obligations contractées et qu'il négligeât la cultivation des terres et les laissât même en jachère, soit par oisiveté, soit par impuissance.

Voilà le commencement d'exécution.

Les susdits démagogues se proposent d'achever leur oeuvre par des projets conçus sur l'extinction des dettes qui doivent avoir pour effet l'anéantissement complet du crédit, et par la solution qu'ils songent à donner à ce qu'on est convenu d'appeler la question agricole.

§. 2.

La question concernant le système de la propriété rurale de l'île de Corfou a été depuis long temps mise sur le tapis.

Depuis l'annexion de nos îles au royaume hellénique, maints et maints traités furent publiés à ce sujet ici et dans la Capitale. Le journalisme s'en est occupé à satiété. On institua à plusieurs reprises des commissions à cet égard. On soumit la question à la mûre réflexion des juriconsultes Ioniens et de ceux du reste de la Grèce. Des conseils furent formés dans ce même but travaillant

ΙΑΚΩΒΑΤΗΛΙΟΣ

ΔΗΜΟΣΙΑ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
ΜΟΥΣΕΙΟ ΑΝΘΡΩΠΟΥ

en plein jour et des conseils travaillant sous-terre. Trois Présidents consécutifs rédigèrent des mémoires qu'une longue série de ministères lut et prit en considération.

Les représentants de Corfou se rendirent donc la première fois à Athènes pourvus de toutes les pièces du procès et avec un dossier en toute règle. L'opinion publique s'y était ouvertement prononcée. Les intérêts des propriétaires de Corfou ne tenaient plus qu'à un fil. Qu'arriva-t-il?

Rien ! Non, quelque chose de pire encore. La Chambre promulgua la loi du 20 Janvier 1866, portant un coup terrible à l'inviolabilité de la propriété, et un préjudice incalculable à une classe digne de toute considération de la ville, des faubourgs et de la campagne.

Après la clôture de la première session législative, les propriétaires, maltraités de la sorte, supplièrent avec instance qu'on réglât du moins, par un Décret Royal, les estimations du produit des oliviers baillés à titre de colonat, prévoyant que, la loi Ionienne relative étant abolie, et n'étant pas remplacée par aucune autre, ils seraient dans l'année 1866 privés de leurs revenus.

On institua de rechef d'autres commissions. Des avocats, que le Barreau d'Athènes se fait une gloire de posséder, opinèrent en faveur des humbles supplians ; mais en vain. Le gouvernement jugea contraire à la Constitution le Décret Royal demandé. L'agriculteur usurpa impunément la portion du propriétaire réduit à l'indigence. Ainsi le sacrifice de la propriété fut consommé sur l'autel même de la Constitution.

Sur ces entrefaites la seconde session législative approchait. Ce fut alors que le représentant de la ville, M. Socrate Couris, dans un conseil tenu avec quelques uns de ses compatriotes, s'exprima ainsi qu'il suit :

« La question agricole doit être résolue. Pour moi, j'y ai formé ma conviction ; il serait pourtant nécessaire de vous entendre aussi là-dessus et d'y porter un jugement, car la responsabilité de vos représentants est grande, et ils voudraient bien être un peu soulagés de la tâche délicate que vous leur avez confiée. Son-

gez, pourtant, que sans des concessions, vous n'aboutirez à rien du tout. »

Nous n'avons pas intention de commenter ces paroles. M. Couris fut exaucé. Une trentaine ou cinquantaine de propriétaires nommèrent une commission d'hommes compétents, qui ajouta aux cent autres un nouveau projet de loi, dont on donna copie à nos représentants.

La seconde session de la Chambre va reprendre ses travaux. M. Couris se rend à la capitale ; M. Marcoran donne sa démission ; M. Padovan, hésite un moment, puis se rend lui aussi à Athènes. Mais après y avoir séjourné peu de jours, il revient à Corfou précédé de deux libelles, signés par les représentants de la campagne, et dans lesquels les propriétaires de la ville sont traités de brigands ; on y provoque ouvertement et sans réserve les citoyens à la guerre civile, et on y prêche hautement ces principes pernicieux qui sont le séminaire de troubles et de sédition dans les pays civilisés.

Dans ces libelles, que nous ignorons comment ont-ils pu échapper à la vigilance du Procureur du Roi, on faisait connaître que les députés qui s'y étaient signés, s'étaient entendus avec M. Padovan qui revenait à Corfou à l'effet, disait-on, de développer leurs propositions.

Deux ou trois jours après le retour de ce Monsieur, quatre projets de loi furent ici publiés, avec une note au bas de la page, par laquelle on faisait savoir que les trois premiers étaient le résultat des travaux d'une de ces nombreuses commissions que le Gouvernement avait nommées à plusieurs reprises, et que le quatrième portant le titre de « Proposition d'une loi » était la confection des représentants (?) de Corfou ; qu'enfin le projet de loi concernant les dettes était en délibération.

Des citoyens firent connaître leurs idées sur ces projets de loi dans divers écrits qu'ils publièrent, et les auteurs anonymes de la brochure imprimée sous le titre *Observations sur les projets de loi qui ont dernièrement paru* concluaient de la manière suivante :

« Nous publions nos observations convaincus que le

ΙΑΚΩΒΗΝ

ΑΗΜΟΕΙΑ ΚΕΝΤΑΡΗ ΜΕΤΡΟΠΟΛΙΣ
ΜΟΥΣΕΙΟΝ ΠΑΡΟΙΧΟΝ

MP

2

«Gouvernement daignera hâter la confection définitive
des projets de loi selon le besoin de notre pays, et qu'
il voudra les soumettre le plus tôt possible à la délibé-
ration de la Chambre des Représentans, afin de mitiger
les maux qu'endure notre société par suite des dispo-
sitions exceptionnelles de la loi CL, dispositions qui
menacent de destruction notre propriété et qui y au-
torisent l'usurpation.

«La Chambre voudra reconnaître nos justes griefs, et
le devoir que lui impose la nation de maintenir la pro-
priété intégrée et inviolable.

«Les propriétaires de Corfou se sont montrés toujours
conciliatifs et généreux envers la classe rurale. Toute
privation de leur droits sacrés est désormais une inju-
stice criante.

Voilà de quelle manière s'exprimait l'opinion publi-
que.

§ 3.

Les débats, qui eurent lieu hors de l'enceinte de la
Chambre sur cette malencontreuse question, paraissai-
ent épuisés. On attendait avec impatience, avec une
sorte d'anxiété sa solution.

Que fait cependant le gouvernement ? Il nomme à la
veille de la clôture de la seconde session une autre com-
mission, présidée par Mr Koumoundouros, qui élabore
un Projet de loi «Sur le remaniement des rapports juri-
diques de la propriété foncière à Corfou.»

Ce projet, qui fut signé aussi par le représentant de la
ville Mr Socrate Couris, a été soumis si tard à la con-
sidération de la Chambre, qu'à peine en a été-t-il fait
la deuxième lecture, qu'on proclama la clôture de la se-
conde session législative.

Nous ne nous proposons pas pour le moment d'ana-
lyser les 79 art. de ce projet de loi, et faire voir les ten-
dances à l'anéantissement du droit sacré de la proprié-
té qui y percent à travers. Nous avons cependant le

droit et le devoir de rechercher la cause pour laquelle
on ne crut prendre aucune mesure pour sauvegarder les
intérêts importants et vitaux de cette île malheureuse.

«La cause ? » — nous disent quelques uns — «mais,
vous devez l'attribuer à vous-mêmes. La cause ? mais
elle a sa source dans vos discordes, et dans les dissen-
sions de vos représentans.»

Les discordes et les dissensions sont incontestables,
comme il est incontestable qu'il y a dans notre
société des individus qui, tout en faisant parade de
patriotisme, travaillent à la sourdine pour pousser
le peuple au comble du désespoir, afin de réaliser
les rêves que leur a inspirés leur cerveau mala-
de. Pour y parvenir ils travaillent continuellement à
combattre toute sage mesure, tendante à rétablir dans
le pays l'ordre, l'harmonie et la paix.

Ce que nous venons d'avancer est positif. Quel est
toutefois le devoir d'un gouvernement, digne de ce nom,
vis-à-vis de telles circonstances ? — Doit-il par hasard
croiser les bras, et se poser en spectateur indifférent de-
vant la lutte acharnée et sanglante, engagée entre l'en-
vie d'une part, et les haines invétérées de l'autre ? Ou,
doit-il s'en laver les mains et livrer les citoyens à la
merci des partis, comme Pontius Pilatus livra le Juste
au fanatisme des Juifs ?

Non ! Sa mission est bien différente. Sans se laisser
influencer par les partis, posé au gouvernail du vaisseau
de l'Etat, il doit viser, comme à une étoile polaire, à l'in-
térêt commun de ceux qu'il gouverne, intérêt qu'il
est tenu de protéger pour le premier à la Chambre legi-
slative, en y assujettissant et appuyant des projets de loi
convenables.

Qu'a-t-il donc empêché le gouvernement, qui jouit
aujourd'hui d'une grande majorité, de proposer à temps
à la Chambre les projets de loi concernant l'île de

IAKOBATEION
ΑΗΜΟΕΙΑ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
ΜΟΥΣΕΙΟ ΑΠΕΘΓΠΟΥ

Corfou ? Rien.
Qu'a-t-il donc empêché le gouvernement, s'il ne
considérerait pas mûre la question improprement appe-

lée agricole, de remettre au moins en vigueur les dispositions de la loi relatives à la réversion des biens-fonds dont la suspension dans les Sept-iles, ordonnée par la loi CL, cause une distinction inexplicable entre les anciennes provinces et les nouvelles, au détriment de ceux-ci, et scelle une injustice inouïe ? Rien.

Qu'a-t-il donc empêché le gouvernement de proposer à la Chambre une loi réglant les estimations à Corfou du produit des oliviers baillés aux colons partiaires, afin que les propriétaires ne fussent pas cette année aussi privés de leurs revenus, ou au moins, demander à temps l'autorisation d'émaner un Décret Royal ? Rien.

La satisfaction, impérieusement exigée, de nos justes griefs, ne s'accordait probablement pas avec les coalitions politiques du gouvernement. Voilà pourquoi on sacrifia l'île de Corfou, en foulant aux pieds les droits de cette île, qui, s'attendant de trouver dans le gouvernement grec l'amour d'une mère, n'y trouva que la haine d'une marâtre. Ainsi l'on compromet l'intérêt même de la nation entière.

En vain nous nous sommes montrés généreux et prêts à céder une partie de nos incontestables droits en faveur de nos agriculteurs. Nous avons été en revanche outragés, diffamés; la ville populeuse de la campagne fut excitée contre nous par des libelles; tandis que le gouvernement riait à gorge déployée et restait dans l'inaction.

Mais il est temps désormais de dénoncer le crime qui se commet chez nous — il est temps de mettre au jour nos plaies et de nous protester hardiment et hautement contre une tyrannie qui nous subjugue.

L'île de Corfou souffre injustement. Elle impute la faute de ses cruelles souffrances à l'inconsidération et à l'imprévoyance de ceux qui gouvernent l'État.

Corfou 20 Mai 1867.

Les Souffrances de Corfou.

ARTICLE II.^{me}

From mighty wrongs to petty perfidy
Have I not seen what human things could do?

BYRON.

M.^r Comnos vient de publier dans le numéro du 21 Avril 1867 de la *Renaissance* un article qui porte pour titre «les préliminaires de la réponse due aux traits d'esprit de M. Layard et aux reproches des hommes politiques de l'Angleterre contre le gouvernement Hellenique.» Cet article a été traduit en Français et réimprimé dans l'*Esperance* d'Athènes.

Quoique nous n'ayons nullement l'intention d'applaudir aux traits d'esprit de M.^r Layard, ni de nier qu'en général la Protection anglaise dans les Iles ait commis malheureusement des fautes, toutefois nous ne pouvons pas nous empêcher de relever les idées fausses contenues dans le dit article.

Selon l'auteur de cet article l'Angleterre a legué aux Grecs au même temps que les îles des institutions dignes du moyen âge et elle a permis en plein dix-neuvième siècle l'oppression des paysans par des feudataires.

M.^r Comnos est un Ionien, mais un de ces Ioniens qui depuis leur enfance ont vécu loin des Sept-Iles et qui par conséquent partage à ce propos (comme il est d'ailleurs facile de le constater en lisant l'article susmentionné) tous les préjugés de nos nouveaux compatriotes des anciennes provinces. En effet lorsqu'en 1865 nous reprochions à M.^r Coumoundouros ses erreurs à notre égard «Que voulez vous?» nous répondait-il avec plus de franchise «Que voulez vous? Pour moi les Iles Ioniennes c'est la Chine.» Ainsi un des hommes politiques les plus marquants de la Grèce eut la candeur d'avouer qu'il comprenait la condition sociale des nouvelles provinces annexées au Royaume qu'il gouvernait tout aussi bien qu'il comprenait les affaires du Céleste Empire, avec lequel nous n'avons

ΙΑΚΩΒΑΤΕΙΟΝ
ΑΗΜΟΕΙΑ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΒΡΑΧΟΟΙΚΗ
ΜΟΥΣΕΙΟ ΑΗΘΥΡΕΙΟ

pas encore eu le bonheur, que nous sachions, de nous mettre en relation. De plus forte raison donc nous ne pouvons pas avoir la prétention que des gens appartenant à un ordre social inférieur ou dont la politique n'est pas l'occupation principale, moins encore que des personnes adonnées aux études de la métaphysique, se donnent la peine d'approfondir les questions locales de notre pays.

Cinq au six paysans, qui représentent fort dignement le résultat du scrutin dans lequel toute la horde des gens sans propriété, des va-nu-pieds de la campagne étaient admis à voter, se trouvant à Athènes ont soutenu qu'à Corfou en plein XIX.^{me} siècle il existait encore des fiefs et que les paysans étaient des serfs attachés à la glèbe. Là dessus voilà nos bons compatriotes des anciennes provinces qui se mettent à crier à tue-tête «Tolle, tolle, crucifige!» Quoi? Comment? — «Les Ioniens se trouvent avoir encore des institutions du moyen âge». Est-il possible! «Ipse dixit» c'est-à-dire Cotsandas, Pangratis ou Roméos.»

Ainsi donc à partir des premiers jours de l'annexion on nous a ménagé l'agréable position de prevenus vis-à-vis du reste de la Grèce qui jouit le rôle d'un Tribunal qui crache des jugements de condamnation sans avoir examiné les pièces à conviction, sans avoir non plus entendu les témoins à décharge, ni le plaidoyer de la défense. — Et que l'on ne s'avise pas de dire que les pièces, que les témoins, que les plaidoyers nous ont fait défaut. — A preuve du contraire nous nous limitons à rapporter la remarquable brochure de M.^r I. A. Timpaldos Avocat, imprimée à Athènes en 1864 qui parut pour la première fois dans l'*Esperance* et qui porte pour titre «Du régime féodal et de la cultivation aux îles Ioniennes.» C'est dans cet écrit que ce jurisconsulte distingué démontre avec une clarté admirable que les fiefs de chez nous n'avaient rien de commun (si ce n'est le nom) avec les fiefs qui ont existé en Europe pendant le moyen âge, de sorte que si l'on se donnait la peine de lire cet ouvrage la frayeur que l'épouvantail du féodalisme avait engendrée dans le cœur si libéral

des grecs se fût bientôt apaisé.

«Les fiefs de Corfou» écrivait aussi à la même époque un juriste éminent qui possède à fond la législation Ionienne «même à partir de leur établissement sous les Anjouins et les Venitiens n'ont jamais eu la moindre ressemblance avec les fiefs constitués dans l'Occident... les Barons de Corfou n'avaient pas de serfs... ils n'avaient pas d'empire sur les paysans qui pouvaient en grande partie quitter le sol du fief... en général ils n'avaient pas de juridiction soit civile, soit pénale, soit mixte... ils ne jouissaient guère de cette foule de droits réels qui appartenaient aux feudataires de l'Occident... Dans une époque plus rapprochée les Barons n'avaient d'autre droit que d'exiger les prestations convenues pour les fonds baillés à titre de colonat ou d'emphytéose... tandis que de leur côté ils étaient tenus au paiement d'un tribut annuel à la caisse publique en reconnaissance de la transmission qui leur avait été faite par l'État des terres vacantes, et à la prestation du serment... C'était là à peu près l'état de la propriété féodale à Corfou lorsque le II.^{me} Parlement par sa XXXVI loi en date du 11 Mai 1825 les abolit entièrement.» (1)

Voilà ce que nos jurisconsultes ont écrit; mais en vain. La II.^{me} Assemblée nationale des Grecs s'est exposée à la risée publique en abolissant ces fiefs innocents des îles Ioniennes qui avaient été déjà abolis trente ans auparavant, tandis que M.^r Comnos de son côté à la veille de l'annexion prononce des prophéties, qu'il a la prudence de ne publier qu'après l'accomplissement des faits, et il rêve qu'il y a dans les îles des *villani*, qu'il traduit fort savamment par le mot ἀγενεῖς (ignobles) et qu'il croit comme au moyen âge attachés à la glèbe.

D'après M.^r Comnos les paysans n'avaient pas de propriété, ils ne recevaient pas d'instruction et leur droits politiques se réduisaient à rien. Mais que cet homme

ΙΑΚΩΒΑΤΕΙΟΥ

(1) Exposé de la condition juridique de la propriété foncière dans ΔΗΜΟΣΙΑ ΚΙΝΗΤΗ ΚΑΙ ΑΚΙΝΗΤΗ, avec des documents et des Notes par Jérôme Santorio, ΜΟΥΣΕΙΟΝ ΚΑΙΝΟΝ, 1864.

savant se fût donné la peine de prendre des renseignements un peu plus exacts et il aurait pu très-facilement se convaincre que les quatre cinquièmes des biens ruraux à Corfou (car nous nous occupons principalement de Corfou) sont baillés à titre de colonat, ce qui veut dire que ces biens ont été concédés à des paysans, lesquels par la cultivation devaient acquérir un droit de copropriété sur les mêmes ; que les colons devenaient les associés des propriétaires ; qu'une grande partie de ces cultivateurs s'étant enrichis sont devenus les propriétaires absolus des fonds, qu'ils sont devenus le fléau de leurs villages à cause de leurs stipulations usuraïres, et que ce sont eux qui ont opprimé la campagne et non les seigneurs de la ville, *les Seigneurs féodaux*; que des écoles communales ont toujours existé dans la campagne et que la ville s'est montré si généreuse vis-à-vis des fils des paysans qu'elle a consenti que le testament de sa bienfaitrice, la Corfiote Hélène Mocenigo, fût violé pour que les fils des paysans aussi fussent admis à être envoyés, moyennant le legs généreux de cette dame, aux Collèges et aux Universités de l'étranger pour y puiser leur éducation, contrairement aux dispositions de la dite testatrice d'heureuse mémoire, d'après lesquelles une seule classe de jeunes gens pauvres de la ville en auraient profité; qu'il n'est pas exact de dire que les droits politiques des payans étaient réduits à rien puisqu'au contraire le montant de la propriété pour eux requise à fin d'être admis comme électeurs et comme éligibles était inférieur à celui de la propriété requise pour les citoyens à ce fin; qu'il y a eu chez nous beaucoup de membres de la Chambre et de hauts fonctionnaires qui n'étaient que des fils de paysans.

Mais si nous avons été étonnés d'apprendre qu'avant l'annexion les îles Ioniennes étaient la Chine pour les grecs du royaume, nous le sommes bien davantage aujourd'hui que l'annexion est faite et que l'assimilation est un fait accompli. En fait depuis ce temps il y a eu des Prefets fort distingués, appartenant aux anciennes provin-

ces, qui nous ont été envoyés pour nous gouverner, il y a eu aussi des magistrats qui se sont rendu compte de notre législation, des magistrats éclairés, intelligents, d'un savoir solide et audessus de tout éloge tel que, sans exclure les autres, M.r le Président de la Cour d'Appel, Apostolos Athanasiades, et notre excellent President du Tribunal de première instance M.r Démosthène Tsivanopoulos, lesquels s'étant informés de ce qui se passe ici et ayant particulièrement étudié le système de la propriété rurale à Corfou, ont soumis au gouvernement des réflexions fort justes et fort judicieuses.

Soit. Il était et il est toujours permis à M.r Comnos d'ignorer notre condition sociale, mais il n'est pas permis à un homme qui se donne pour érudit d'ignorer l'histoire de sa nation et en vérité l'histoire des Sept-Iles, même du temps où elles étaient au pouvoir des étrangers, fait partie de l'histoire nationale, tout aussi bien que l'histoire de la Grèce sous le sceptre des Empereurs romains, sous la domination des Francs ou sous la tyrannie des Turcs.

Cependant M.r Comnos ignore l'histoire des Sept-Iles, si l'on doit en juger par le mépris avec lequel il parle des patriciens de ce pays qui *portent pour la plus part des noms italiens*.

S'il lui était arrivé de lire l'histoire il ne pouvait pas ignorer que ces patriciens ont acquis leur noblesse en sacrifiant tout leur bien pour armer des navires qui devaient battre ces barbares qui ont été toujours les ennemis du nom grec; que ces mêmes navires ont suivi l'esquadre de Venise et qu'ils se sont signalés en 1571 dans le Golfe de Lepante; que durant les vingt cinq ans pendant lesquels Venise défendait au XVII. Siècle l'île de Crète contre l'invasion des Turcs qui ont fini par la conquérir, ces patriciens si maltraités se battaient côte à côte avec François Morosini; que ce sont eux qui ont bâti les remparts de Corfou des remparts d'où lors du siège des Turcs en 1796 ils s'élançaient pour exposer leurs poitrines contre lesquelles venaient se briser le rude

ΙΑΚΩΒΟΣ ΠΟΛΙΤΗΣ

ΑΗΜΟΣΙΑ ΚΙΝΗΣΗ

ΜΟΥΣΕΙΟ

choc des hordes barbares.

Tous ces faits que nous rapportons sont appuyés sur des titres que nous conservons dans nos archives, et qui peuvent servir de pièces à appui, et sur des monumens historiques qui existent encore.

Ces patriciens qui suivant vous, M.r Comnos, étaient *des fainéants et des ignorants* s'appelaient Moustoxides, Vlassopoulos, Trivolis, Chalichiopoulos, Theotoky, Rhodostamos. Il paraît qu'à votre avis ces noms n'annoncent pas une origine grecque. Eh bien, soit ; il y en a, nous en convenons, qui portent des noms italiens. Mais le contact avec les Grecs, la même religion, les mêmes sentiments, toutes ces causes n'ont-elles pas réussi à rendre dans le cours des siècles, ceux qui les portaient, de véritables grecs ? Le grand nom de la Grèce moderne, son glorieux citoyen et bienfaiteur, n'est ce pas le Corcyréen Capo d'Istria ? Examinez vous si c'était des *noms italiens* que portaient les héros Ioniens qui sont tombés à Lala ? ou bien Doménichini le martyr qu'en 1854 subissait en Epire l'extrême supplice ?

Après la chute de Venise, le nom si chère de la Grèce où a-t-il retenti pour la première fois après bien des siècles ? Dans les îles Ioniennes ; et les lèvres des de ces patriciens qu'aujourd'hui vous qualifiez d'étrangers le prononçaient à l'envi avec le peuple. Ce fut dans les îles Ioniennes que pour la première fois les bases d'un État néo-hellénique furent jetées et leur Capitale par son Université fut le premier foyer de l'Hellénisme. C'est ici que les érudits de la nation aux moments de calamité nationale ont trouvé un refuge. C'est ici que sous la Protection qui ne nous a laissé, comme vous dites, *que des forteresses démantelées et des routes bien construites*, c'est ici que les Assopios ont donné leurs premières leçons de littérature grecque et que les Karandinos ont enseigné les sciences mathématiques. C'est sur cette terre qu'à l'époque où le pouvoir était entre les mains de ces individus, qui, comme vous dites, *ne daignaient pas parler d'autre langue que le dialecte venitien*, les chaires des éco-

les publiques ont été occupés par les Farmakides, les Vamvas, les Economides, les Filitas et autres en grand nombre qu'il serait trop long d'énumérer.

Vous avez eu une inspiration bien peu heureuse, M.r Comnos, de croire que vous pouviez faire l'apologie du Gouvernement Grec en disant des choses qui ne sont pas vraies sur le compte des Ioniens et en les insultant. Non seulement ceux qui gouvernent la Grèce ont commis des fautes, mais aussi ils se sont laissé entraîner dans des actes qui méritent d'être qualifiés bien plus sévèrement.

Vous avez prophétisé que *le gouvernement Hellenique, faute d'une loi qui lui permit d'interceder dans le différend qui s'agiterait entre la ville et la campagne serait obligé de se croiser les bras*. Mais, savez vous, Monsieur, quels sont ceux qui ont pour la première fois semé la discorde entre les paysans et les habitants de la ville ? Si vous ne le savez pas, apprenez l'histoire contemporaine.

Savez vous de qui on a voulu tirer vengeance lorsque par une loi inique on a laissé la propriété de Corfou sans garantie ? Vous n'en savez rien. Eh bien, apprenez l'histoire contemporaine.

Savez vous pourquoi, tandis qu'il y avait une Chambre soumise au Gouvernement et qui a voté tous les projets qui lui ont été présentés, même les plus odieux au peuple, pourquoi le Gouvernement grec s'est croisé les bras, pourquoi il a permis qu'une loi n'intervint pour résoudre la question entre la ville et la campagne, ou pour mieux dire, pourquoi il a permis qu'il n'y eût point de loi qui pût reintégrer dans leurs droits ceux qui en ont été privés ? L'ignorez-vous ? Encore une fois, apprenez l'histoire contemporaine.

En conclusion, les Ioniens, les Corfiotes surtout, sont las d'avoir à subir tant d'épreuves de la part d'un gouvernement que vous, M.r Comno, vous trouvez bon de justifier. Il vous est bien permis de faire des panégyriques, si cela vous convient, mais il ne vous est pas permis de les faire en calomniant les autres.

ΙΑΚΩΒΑΤΗΛΟΥ

ΑΗΜΟΣΙΑ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
ΜΟΥΣΕΙΟ ΑΘΕΟΥΠΟΥ

Corfou, 20 Mai 1867.

Τὰ παθήματα τῆς Κερκύρας.

ΑΡΘΡΟΝ Α'.

Nay, take my life and all, pardon not that;
You take my house, when do you take the prop
That doth sustain my house, you take my life,
When do you take the means whereby I live.

SHAKESPEARE.

§ 1.

Ὄταν ἀναγινώσκωμεν συγγραφὰς ἐμπεριεχοῦσας παραλόγους δοξατίας οὐσας τὸ ἀποκῆμα τῆς πυρεσσούσης φαντασίας ἀτόμου τινός, δὲν θορυβοῦμεθα. Γελῶμεν ἢ περιφρονοῦμεν ἢ ἀδιαφοροῦμεν. Ὄταν ὅμως οὐχὶ τὸ δεῖνα ἢ δεῖνα ἄτομον, ἀλλ' ἐν σύστημα πολιτῶν ἢ ἀνθρώποι ἐπίσημον περιβεβλημένοι χαρακτηρὰ ἐπιδιώκουσι τὰ παράλογα καὶ τὰ φαῦλα, τότε δικαίως ταρattόμεθα οἱ ἐν πεπολιτισμένη βιοῦντες κοινωνία καὶ ἀναγκάζομεθα νὰ ἐντείνωμεν τὸν κάλαμον πρὸς ἀνασκυρὴν τῆς πλάνης.

Πρὸ τινων ἐτῶν διάσημὸς τις συγγραφεὺς ἐν Γαλλίᾳ ἐνόμισεν ἀναγκαῖον νὰ γράψῃ τόμον ὁλόκληρον ἐν' ἀποδείξῃ ὅτι ἡ ἰδιοκτησία δὲν εἶναι κλοπὴ ἴσην δ' ἀνάγκην αἰσθανόμεθα σήμερον οἱ Κερκυραῖοι ἀπέναντι τῶν προτάσεων τῶν κκ. Κωνσταντᾶ, Ρωμαίου καὶ λοιπῶν. Καὶ διατί;

Πρῶτον διότι οἱ κκ. Κωνσταντᾶς, Ρωμαῖος καὶ ἔτεροι συμφατριάζοντες εἶναι βουλευταὶ καὶ, ὡς τοιοῦτοι, τεκμαίρονται ἀντιπρόσωποι τοῦ λαοῦ. Δεύτερον διότι ἔχομεν λυπηρὸν προηγούμενον.

Δὲν εἶναι τοῦ προκειμένου τὸ ζήτημα ἂν οἱ λεγόμενοι βουλευταὶ τοῦ ἀγροῦ Κερκύρας παριστάνουσι τὸν καθαυτὸ λαὸν ἢ τὸν ἀκτῆμονα συρφετὸν βέβαιον πάντοτε εἶναι ὅτι οἱ ἀνθρώποι αὐτοὶ ἐν Ἀθήναις ἐκλαμβάνονται ὡς ἀντιπρόσωποι τοῦ λαοῦ καὶ, καθὼς τοιούτων, ἡ φωνὴ αὐτῶν ὀφείλει εἰς τὸν ἀνίδεον τῶν ἐν τῇ πολυτλήμονι ταύτῃ Νήσῳ διατρεχάντων καὶ διατρεχόντων νὰ προξενῇ ἐντύπωσιν.

Τὸ λυπηρὸν καὶ ἀξιοθρήνητον προηγούμενον εἶναι ὁ ἀπὸ 20 Ἰανουαρίου 1866 ΠΝ. Νόμος τὸν ὁποῖον ἡ Βουλὴ παρασυρθεῖσα

ΙΑΚΟΒΑΤΕΙΟΝ
ΔΗΜΟΣΙΑΝ ΚΕΝΤΡΟΝ ΠΑΡΑΤΙΘΕΝΤΕΣ ΤΟΝ ΣΕΒΑΣΤὸν ἡμῶν Ἡγεμό-
ΜΟΥΣΕΙΟΝ ΚΑΤΑΠΗΡΗΣΑΝ



στάτους εἰς τὴν ἑλληνικὴν νομοθεσίαν· ἕτεροι ὑπάρχοντες ἐν τῇ λοιπῇ Ἑλλάδι ἐκηρύχθησαν ἀνεσταλμένοι ἐν Ἑπτανήσῳ, οἷον τὸ τῆς ἐπανελύσεως δικαίωμα· πολύτιμα συμφέροντα ἀφέθησαν ἀπρόστατευτα καὶ ἀνομοθέτητα καὶ, εἰς ἐπίμετρον πάντων, διὰ τῆς ὁπισθοδρομικῆς δυνάμεως τοῦ νόμου ἐσαλεύθη μία τῶν θεμελιωδῶν καὶ σωτηριῶν ἀρχῶν πάσης πεπολιτισμένης κοινωνίας.

Οὐδὲ τὸ φαινόμενον τὸ ὅποιον ἐκτυλίσσεται σήμερον ἐνώπιον τῶν ὀφθαλμῶν ἡμῶν εἶναι πρωτοφανές. Οὐδόλως. Ἡ ὀχλαγωγία ἐξέβρασε πάντοτε καὶ πανταχοῦ ἐκ τῶν σπλάγγων αὐτῆς ἄνδρας τοιοῦτους ὅποιοι εἶναι οἱ κύριοι Κωνσταντᾶς, Ῥωμαῖος, Ζερβὸς καὶ συνέταιροι. Ἡ ἀρχαία, μέση καὶ νεώτερά ἱστορία τὸ μαρτυροῦσι. Ἡ σκηνὴ ἐν ἣ τὰ γεγονέντα διεδραματίσθησαν ὑπῆρξε κατὰ τὸ μᾶλλον ἢ ἥττον εὐρεῖα, κατὰ τὸ μᾶλλον ἢ ἥττον περίβλεπτος, πλὴν τοῦτο ἀδιάφορον ὡς πρὸς τὴν οὐσίαν τῶν πραγμάτων. Ἐν τῇ μεγάλῃ τῆς Ῥώμης πολιτείᾳ ὁ Κατιλῖνας εἰς τὸν περὶ αὐτὸν συνωδοῦμενον καὶ φρενητιῶντα ὄχλον τί ἄρα ὑπέσχετο; Tum Catilina polliceri, λέγει ὁ μονογραφῆσας τὴν συνωμοσίαν τοῦ ἱστοριογράφος, tabulas novas, proscripti-onem locupletium, magistratus, sacerdotia, rapinas, alia omnia quae bellum atque libido victorum fert. Ἐν τῇ μικρᾷ τῆς Ἑλλάδος πολιτείᾳ οἱ Ῥωμαῖος, Ζερβὸς, Κωνσταντᾶς καὶ ἕτεροι, ψήφους θηρεύοντες τί ἄρα τοῖς ἀγροῖκοις ὑπέσχοντο; τὴν κατάργησιν τῶν χρεῶν (tabulas novas), τὴν προγραφὴν τῶν πλουσίων (proscripti-onem locupletium), ὑπουργήματα ἀναλφabetha, ἀναξίους ἱερεῦσι ἐφημερίας (magistratus, sacer-dotia), τὴν διαρπαγὴν τῆς τῶν πολιτῶν ἰδιοκτησίας (rapinas), καὶ πανθ' ὅσα ἡ θριαμβεύουσα ἐπάγεται ἀκολασίς (alia omnia quae libido victorum fert). Εὐτυχῶς διὰ τὴν Ῥώμην τῷ Κατιλῖνᾳ ἀντεστρατεύθη Κικέρων· δυστυχῶς διὰ τὴν ἡμετέραν Νῆσον ὁ αὐτῆς Κικέρων ἢ δὲν ἐγεννήθη ἢ ἐν σπαργάνοις ἐτι κλαυθυμρίζει, εἰς τρόπον ὥστε οἱ βουλευταὶ τοῦ ἀγροῦ Κερ-κύρας, ἡδυνήθησαν τοῖς σχεδίοις αὐτῶν νὰ δώσωσιν ἀρχὴν ἐκ-τελέσεως καὶ ἤδη σπεύδουσιν εἰς τὴν συμπλήρωσιν τοῦ ἔργου.

Διὰ τοῦ PN'. Νόμου οἱ ἰδιοκτῆται Κερκυραῖοι, οἵτινες τὸ πλεῖστον ἔχουσι διαπεπιστευμένην τὴν ἀγροτικὴν περιουσίαν αὐτῶν εἰς χεῖρας χωρικῶν καλουμένων ἀγροληπτῶν ἢ ἐμψυτευτῶν, ἐστερήθησαν τῶν ἐγγυήσεων ἐκείνων δι' ὧν τῶς ὁ ἰδιὸς νομοθέτης ἐπροστάτευε τὸν κύριον τοῦ κτήματος ἀπενάντι

τοῦ κατόχου, οὐ μόνον· ἐτέθησαν εἰς κατάστασιν νὰ μὴ δύνανται νὰ ἐπαληθεύσωσι νομοτύπως τὴν ὀφειλομένην αὐτοῖς παρὰ τοῦ ἐπιμόρτου γεωργοῦ μερίδα τοῦ προϊόντος, οὐ μόνον· ἐμποδίσθησαν κατὰ τὴν ἐνάσκησιν τῶν κυριαρχικῶν αὐτῶν δικαιωμάτων μὴ δυνάμενοι νὰ ἐπαναλάβωσι τὰ δοθέν εἰς ἐμφύτευσιν ἢ ἀγροληψίαν κτῆμα, καίτοι τοῦ ἀγρολήπτου ἢ ἐμφυτευτοῦ μὴ ἐκπληροῦντος τὰς ὑποχρεώσεις του, καίτοι ἐγκαταλείποντος ἀκαλλιεργήτους καὶ ἀργὰς εἶτε ὡς ἐκ τῆς θνηρίας του, εἶτε ὡς ἐκ τῆς ἀπορίας του καὶ ἀδυναμίας, τὰς βεβαρωμένας γαίας. Αὕτη ἡ ἀρχὴ ἐκτελέσεως.

Ἡ συμπλήρωσις τοῦ ἔργου ἔγκειται εἰς τὴν διὰ τῶν ἐπινοη-
θέντων ἐπὶ τῶν δανείων σχεδίων παντελεῖ καταστροφὴν τῆς δη-
μοσίας πίστεως καὶ εἰς τὴν λύσιν ἣν αὐτοὶ πειρῶνται νὰ λάβῃ
τὸ λεγόμενον ἀγροτικὸν ζήτημα.

§ 2.

Τὸ περὶ τοῦ ἀγροτικῆς ἐν Κερκύρᾳ τῆς ἰδιοκτησίας συστήματος ζήτημα πρὸ πολλοῦ κεῖται ἐπὶ τῆς τραπέζης. Ἀπὸ τῆς ἡμετέρας μεταπολιτεύσεως πολλοὶ ἐπὶ τοῦ ἀντικειμένου τούτου ἐγράφησαν πραγματεῖαι καὶ ἐνταῦθα καὶ ἐν Ἀθῆναις ἡ ἐφημεριδογραφία μέχρι κόρου ἐπελάβετο αὐτοῦ· ἐν τῇ πρωτεύουσῃ καὶ ἐν Κερκύρᾳ ἐπιτροπαὶ ἀλλεπάλληλοι συνεστήθησαν, νομομαθῶν ἐπτανήσιων τε καὶ τῆς λοιπῆς Ἑλλάδος ἐζητήθη ἡ ἐμβριθὴς γνώμη, συμβουλία ἐγένοντο καὶ μυστικοσυμβουλία, τρεῖς ἐκ διζδοχῆς Νομάρχαι ἔγραψαν ὑπομνήματα καὶ πολλὰ ἀλλεπάλληλα ὑπουργεῖα ἀνέγνωσαν καὶ ἠκοῦσαντο.

Οἱ ἀντιπρόσωποι Κερκύρας μετεβαίνον τὸ πρῶτον λοιπὸν εἰς Ἀθήνας ἐφωδιασμένοι μὲ δικόγραφον ἀνελλιπὲς καὶ πλήρες. Ἡ κοινὴ γνώμη εἶχεν ἐκφρασθῇ πανδημῶς. Τὰ συμφέροντα τῶν ἰδιοκτητῶν Κερκυραίων ἐπὶ ζυροῦ ἀκμῇ ἔκειντο. Τί συνέβη ;

Οὐδέν' ὄχι, χαίρον τοῦ μηδενός. Ἡ Βουλὴ ἐξέδωκε τὸν ἀπὸ
20 Ἰανουαρίου 1866 ΠΝ'. Νόμον ἐπανεγκοῦσα καιρίαν εἰς τὸ
ἀπαρξάστων τῆς ιδιοκτησίας πληγὴν καὶ ἀνυπολόγιστον βλάβην
εἰς ἀξιόλογον μερίδα τῶν Κερκυραίων πολιτῶν, ἀστῶν τε

ΙΑΚΩΒΑ ΤΕΤΩΝ

ΔΗΜΟΣΙΑ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
ΜΟΥΣΕΙΟ ὉΡΕΙΝΟΝ Εἶδος τῆται θεο

Μετὰ τὸ τέλος τῆς πρώτης Συνόδου, οἱ ἀδικηθέντες, ὡς οὐκ ὄφειλαν, ἠδικοῦνται θερμοῶς ἵκέτευσαν ὅπως τοῦλάχιστον κανο-

νισθῶσι διὰ Β. Διτάγματος τὰ ἀφορῶντα τὴν ἐκτίμησιν τοῦ προϋ-
όντος τῶν ἀγροληπτικῶν ἐλαίων, προβλέποντες ὅτι, καταργηθέν-
τος τοῦ σχετικοῦ Ἰονικοῦ Νόμου καὶ μὴ ἀντικατασταθέντος ἄλλου
εἰς αὐτὸ, ἤθελον στερηθῇ κατὰ τὴν ἐλαιοκαρπίαν τοῦ 1866 τῶν
προσόδων τῶν. Διωρίσθησαν καὶ αὖθις ἐπιτροπῇ, διακεκριμένοι
δικηγόροι, καὶ κύχημα τῆς ἀθηναϊκῆς Θέμιδος, ἐγνωμάτευσαν ὑπὲρ
τῶν ταπεινῶς ἰκετευόντων, ἀλλὰ μάτην. Ἡ Κυβέρνησις ἐθεώ-
ρησε τὸ αἰτούμενον Βασιλικὸν Διάταγμα ἀντισυνταγματικόν· ὁ
γεωργὸς ἀποινεῖ ἐσφετερίσθη τὴν μερίδα καὶ τοῦ πενομένου ἰδι-
οκτήτου· ἡ θυσις τῆς ἰδιοκτησίας ἐτελέσθη ἐπὶ τοῦ βωμοῦ τοῦ
Συντάγματος.

Ἐπλησίαζεν ἡ δευτέρα Σύνοδος καὶ ὁ ἀντιπρόσωπος τῆς ἐ-
παρχίας Κερκύρας κύρ. Κουρῆς ἐλθὼν εἰς συνδιάσκεψιν μετὰ
τινων συμπολιτῶν τοῦ ἐξεφώνησε τάδε· «Τὸ ἀγροτικὸν ζήτημα
»πρέπει νὰ λυθῇ. Ἐγὼ ἔχω μορφωμένην τὴν περὶ αὐτοῦ πεποί-
»θησίν μου· πλὴν καλὸν ἐστὶ νὰ συνεννοηθῇτε καὶ ὑμεῖς καὶ
»περὶ αὐτοῦ νὰ ἐκφράσητε γνώμην, διότι ἡ εὐθύνη τῶν ἀντι-
»προσώπων ὑμῶν εἶναι μεγάλη καὶ ἐπιθυμοῦσιν ὀλίγον τι νὰ
»ἐλαφρύνητε τὸ βάρος τὰ τεθὲν ἐπὶ τῶν ὤμων τῶν. Σκεφθῆτε
»ὅμως ὅτι ἄνευ συγκαταβάσεως οὐδὲν ἐπιτυχάνετε.
Ταῦτα ἐφθέγγετο ὁ κύριος Κουρῆς.

Δὲν προτιθέμεθα νὰ σχολιάσωμεν τοὺς λόγους του. Ὁ κυρ.
Κουρῆς εἰσηκούσθη. Μία τριακοντάς ἢ πεντηκοντάς ἰδιοκτητῶν
ἐξελέξατο καὶ πάλιν Ἐπιτροπὴν εἰδημόνων ἥτις τοῖς ἑκατὸν
προσέθηκε καὶ ἕτερον σχέδιον Νόμου οὗτινος ἀντίγραφον παρε-
δόθησαν τοῖς ἡμετέροις ἀντιπροσώποις.

Ἡ Β'. τῆς Βουλῆς Σύνοδος ἄρχεται. Ὁ κυρ. Κουρῆς ἀπέρχε-
ται εἰς τὴν πρωτεύουσαν· ὁ κύρ. Μαρκοῦρᾶς παρσιτεῖται· ὁ κύρ.
Παδοῦρᾶς διστάζει, ἀλλ' ἐπὶ τέλους μεταβαίνει καὶ αὐτὸς εἰς
Ἀθήνας, μετὰ δὲ ὀλιγοήμερον αὐτόθι διαμονὴν ἐπανακάμπτει
εἰς Κέρκυραν, προπορευομένων ὁμοῦ αὐτοῦ δύο λιβελλῶν, φερόν-
των τὴν ὑπογραφὴν τῶν ἀντιπροσώπων τοῦ ἀγροῦ Κερκύρας, ἐνθα
οἱ ἰδιοκτῆται Κερκυραῖοι χαρακτηρίζονται ὡς λησταί, ἀνα-
φανδὸν καὶ ἀυστνόλως προκλοῦνται οἱ πολῖται εἰς τὸν ἐμφύ-
λιον πόλεμον καὶ δημοσίως κηρύσσονται αἱ ἀνατρεπτικαὶ τῶν
βάσεων πάσης πολιτισμένης κοινωνίας δοξασταί.

Ἐν τοῖς λιβελλοῖς τούτοις, οἵτινες ἀπορῶνται πῶς δὲν ἐπεί-
ρον τὴν προσοχὴν τοῦ ἀρμοδίου Εἰσγγελέως, ἐλέγχεται ὅτι οἱ ὑ-

πογράψαντες εἶχον συνεννοηθῇ μετὰ τοῦ βουλευτοῦ κ. Παδοῦρᾶ
ἐπανερχομένου εἰς Κέρκυραν ἵνα γνωστοποιήσῃ τὰς προτάσεις
τῶν.

Δύο ἢ τρεῖς ἡμέρας μετὰ τὴν ἀφίξιν τοῦ κ. Παδοῦρᾶ ἐδημο-
σιεύθησαν ἐνταῦθα διὰ τοῦ τύπου τέσσαρα Νομοσχέδια, μὲ ση-
μείωσιν παρὰ πόδας αὐτῶν δι' ἧς ἐδήλοῦτο ὅτι τὰ μὲν τρία
πρῶτα ἦσαν ἔργον μιᾶς ἐκ τῶν πολλῶν ἐν Ἀθῆναις ἐπὶ τοῦ
προκειμένου ἀλλεπαλλήλως συσταθεισῶν Κυβερνητικῶν ἐπιτρο-
πῶν, ὅτι τὸ τελευταῖον ὑπὸ τὴν ἐπιγραφὴν «Πρότασις Νόμου»
εἶχε συνταχθῇ παρὰ τῶν βουλευτῶν (·) Κερκύρας, καὶ ὅτι τὸ
περὶ δανείων νομοσχέδιον ἔκειτο ὑπὸ διάσκεψιν.

Τῆς ἐξελέγξεως τῶν νομοσχεδίων τούτων ἐπελήφθη ἡ δημο-
σιογραφία· οἱ δὲ ἀνώνυμοι συντάκται τοῦ ἐκδοθέντος φυλλαδίου
ὑπὸ τὴν ἐπιγραφὴν «Παρατηρήσεις ἐπὶ τῶν ἄρτι δημοσιευθέντων
νομοσχεδίων κτλ» ἐπέρανον τὸν λόγον ὡς ἑπεται·

«Τὰς παρατηρήσεις ἡμῶν δημοσιεύομεν ἐπὶ τῇ πεποιθήσει
»ὅτι ἡ Κυβέρνησις θέλει ἐπισπεύσει τὴν ὀριστικὴν σύνταξιν τῶν
»νομοσχεδίων κατὰ τὰς ἀνάγκας τῆς κοινωνίας μας, καὶ θέλει
»εἰσαγάγει αὐτὰ ὅσον τάχιστα εἰς τὴν Βουλὴν ὅπως μετριάσθω-
»σι τὰ δεινὰ ἄτινα ἐπὶ τὴν κοινωνίαν ταύτην αἱ ἐξ-
»αιρετικαὶ διατάξεις τοῦ περὶ ἀφομοιώσεως Νόμου δι' ὧν κιν-
»δυνεύει νὰ καταστραφῇ ἡ ἐν Κερκύρᾳ ἰδιοκτησία καὶ ἐξουσιο-
δοτεῖται ἡ ἀρπαγῇ.

»Ἡ Βουλὴ θέλει ἀναγνωρίσει τὸ δίκαιον καὶ τὸ καθήκον ὃ
»ἔχει ἀπέναντι τοῦ ἔθνους τοῦ νὰ διατηρῇ παντὶ σθένει ἄθι-
»κτον καὶ ἀπραδίαστον τὴν ἰδιοκτησίαν.

»Οἱ ἰδιοκτῆται Κερκυραῖοι ἐδειξαν πάντοτε πνεῦμα συνδικα-
»λαγῆς καὶ γενναιότητος πρὸς τὴν γεωργικὴν τάξιν· πάσα
»δὲ περαιτέρω ἀποστέρησις τῶν ἱερῶν δικαιωμάτων τῶν εἶναι
»αὐτόχρημα ἀδικία.»

Οὕτω πῶς ἐξεφράζετο ἡ κοινὴ γνώμη.

§ 3.

Ἡ ἐπὶ τοῦ πολυκρότου ζητήματος συζήτησις ἔξω θυρῶν τῆς
Βουλῆς ἐξηντήθη. Ἡ ἐπίλοιπος περιεμένετο ἀνυπο-
μονῶν τῶν ἐκτελεστικῶν ἀρχῶν. Ἐν τούτοις ἡ Κυβέρνησις εἰς τὰς παρακμονὰς
ΜΟΥΣΕΙΟΝ ΔΕΛΦΩΝ

τροπήν προεδρευομένην ὑπὸ τοῦ κ. Α. Κουμουνδούρου ἥτις συνέταξε «Νομοσχέδιον περὶ βαθμιαίας ἐκκαθαρίσεως τῶν κτηματικῶν καὶ ὑποθηκικῶν σχέσεων τῆς ἰδιοκτησίας Κερκύρας.»

Τὸ Νομοσχέδιον τοῦτο, ὅπερ ὑπεγράφη καὶ ὑπὸ τοῦ ἀντιπροσώπου τῆς ἐπαρχίας Κερκύρας κ. Σ. Κουρῆ, τοσοῦτον βραδέως ὑπεβλήθη εἰς τὴν διάσκεψιν τῆς Βουλῆς ὥστε μόλις ἡ δευτέρα αὐτοῦ ἐγένετο ἀνάγνωσις καὶ ἐκηρύχθη ἡ λήξις τῆς Β'. Συνόδου.

Ἡμέτερος σκοπὸς δὲν εἶναι νὰ ἀναλύσωμεν τὰ 79 ἄρθρα τοῦ προταθέντος νόμου καὶ νὰ καταδείξωμεν πῶς ἐν αὐτῷ διαφαίνεται ἡ πρὸς ἐκμηδένισιν τοῦ ἱεροῦ δικαιώματος τῆς ἰδιοκτησίας τάσις. Τὴν ἐξέτασιν ταύτην δὲν προτιθέμεθα πρὸς τὸ παρόν· μόνον ἔχομεν καὶ καθήκον καὶ δικαίωμα νὰ ἐξερευνήσωμεν τὴν αἰτίαν ἕνεκα τῆς ὁποίας οὐδεμία ἐλήφθη πρόνοια περὶ τῶν σπουδαίων, τῶν ζωτικῶν συμφερόντων τῆς ἀτυχοῦς ταύτης Νήσου.

Ἡ αἰτία, «μὰς λέγουσινεῖς,» ἀποδοτέα εἰς ὑμᾶς αὐτοὺς. Ἡ αἰτία; Εἶναι αἱ ὑμέτεραι διχόνοιαι, ἡ διαφωνία τῶν ὑμετέρων «ἀντιπροσώπων».

Αἱ διχόνοιαι, αἱ διαφωνίαι εἶναι ἀναντίρρητα γεγονότα, ὡς ἀναντίρρητον εἶναι ὅτι ὑπάρχουσιν ἐνταῦθα ἄνθρωποι οἵτινες, καίτοι ἔχοντες τὸν ἐθνισμόν εἰς τὰ χεῖλη, λάθρα προσπαθοῦσι νὰ σπρώξωσι τὸν λαὸν εἰς τὴν ἐσχάτην ἀπελπισίαν ἵνα ἐπιτύχωσιν ὅσα ὁ νοσῶν αὐτῶν ἐγκέφαλος ὀνειρεύεται, ἐπὶ τῷ τέλει δὲ τοῦτω ἐργάζονται ἀδιακόπως ἵνα ἀποσθεῖσιν πᾶν μέτρον συνετὸν δυνάμενον νὰ ἐπαναφέρῃ τὴν τάξιν, τὴν εἰρήνην καὶ τὴν ἡσυχίαν εἰς τὸν τόπον.

Τὰ γεγονότα εἶναι ἀναμφίλεκτα· ἀλλὰ ποῖον τὸ καθήκον Κυβερνήσεως, ἀξίας τοῦ ὀνόματος τοῦτου, ἀπέναντι αὐτῶν; Ὀφείλει διασταυροῦσα τοὺς βραχίονας αὐτῆς, νὰ παρατηρῇ μετ' ἀδιαφορίας τὴν πάλιν ἢν πεισματώδη καὶ αἰματηρὰν ποιοῦσιν ἡ ἐμπάθεια καὶ τὰ ἀρχαῖα μίσση; Ὀφείλει νὰ παραδώσῃ τοὺς πολίτας εἰς τοὺς φατριάζοντας ὡς ὁ Ῥωμαῖος Πόντιος Πιλάτος παρέδωκε τὸν Δίκαιον τοῖς φανατικοῖς Ἰουδαίοις, νίπτουσα τὰς χεῖρας αὐτῆς;

Ὀχι. Ἄλλη εἶναι ἡ ἀποστολή της. Ἀναπηρέαστος καὶ ἀμερόληπτος, καθήκον ἔχει πηδαλιουχοῦσα τὸ σκάφος τῆς πολιτείας νὰ ἀτενίσῃ, ὡς εἰς πολικὸν ἀστέρα, εἰς τὸ κοινὸν τῶν κυβερνωμένων συμφέρον ὃ αὐτῇ πρώτῃ πρέπει νὰ προστατεύῃ ἐν τῇ

Βουλῇ ὑποβάλλουσα καὶ ὑποστηρίζουσα τὰ κατάλληλα νομοσχέδια.

Τί ἐκώλυε τὴν Κυβέρνησιν νὰ προτείνῃ ἐγκαίρως τὰ ἐνδιαφέροντα τὴν Κέρκυραν νομοσχέδια εἰς Βουλὴν ἣς ἡ πλειοψηφία τῇ ἀνήκει; Οὐδέν.

Τί ἐκώλυε τὴν Κυβέρνησιν, ἂν δὲν ἐθεώρει εἰσέτι ὠριμασθὲν τὸ ἀνοικεῖως ὀνομασθὲν ἀγροτικὸν ζήτημα, νὰ ἀνακαλέσῃ τοῦλάχιστον ἐν ἰσχύϊ τὰς περὶ ἐπανελεύσεως διατάξεις ὧν ἡ διὰ τοῦ ΠΝ' Νόμου ἀναστολὴ ἐν Ἐπτανήσῳ ποιεῖ ἀδικαιολόγητον διαστολὴν μεταξὺ τῶν παλαιῶν καὶ νέων ἐπαρχιῶν καὶ καθιερωτῶ ἀνήκουστον ἀδικίαν; Οὐδέν.

Τί ἐκώλυε τὴν Κυβέρνησιν ἢ νὰ προτείνῃ Νόμον τῇ Βουλῇ κανονίζοντα τὰ ἀφορῶντα τὴν ἐκτίμησιν τοῦ προϊόντος τῶν ἐν Κερκύρᾳ ἀγροληπτικῶν ἐλαιῶν ἵνα μὴ καὶ ἐφέτος στερηθῶσιν οἱ ἀγροδοῦντες τῆς προσόδου των, ἢ καὶ ἐγκαίρως νὰ ζητήσῃ τὴν προσήκουσαν ἐξουσιοδότησιν πρὸς ἐκδοσιν σχετικοῦ Β. Διατάγματος; Οὐδέν.

Ἡ ἱκανοποίησις τῶν δικαίων ἡμῶν παραπόνων πιθανῶς δὲν συνεβιβάζετο μετὰ τοὺς πολιτικούς συνδυασμοὺς τῆς τωρινῆς Κυβερνήσεως. Ἰδοὺ διατὶ ἐσφαγιάσθη ἡ Κέρκυρα καὶ μετὰ τὴν καταπάτησιν τῶν δικαιωμάτων τῆς Κερκύρας, εὐρούσης εἰς τὴν ἐλληνικὴν Κυβέρνησιν οὐχὶ φιλόστοργον μητέρα ἀλλ' ἄστοργον μητρίαν, διεκυβεύθη καὶ τὸ συμφέρον αὐτοῦ τοῦ ἔθνους.

Ἐδείχθημεν γενναῖοι καὶ ἐτοιμοὶ νὰ παραχωρήσωμεν μέρος καὶ αὐτῶν τῶν ἀναφαιρέτων δικαιωμάτων ἡμῶν ὑπὲρ τῶν γεωργῶν μας. Μάτην, τὰ πάντα ἐπὶ ματαίῳ.

Ἐξυβρίσθημεν, προὔπηλακίσθημεν, ὁ τῶν ἀγροτῶν συρφετὸς παρεκινήθη διὰ λιβέλλων τυπωθέντων εἰς Ἀθήνας νὰ ἐξεγερθῇ καθ' ἡμῶν καὶ ἡ Κυβέρνησις ἐκάγχασε καὶ ἔμεινεν ἄπρακτος.

Καιρὸς ἦδη νὰ μὴ παρέλθωμεν ἐν σιωπῇ τὸ διαπραγματοῦμεν ἔγκλημα· καιρὸς νὰ ἀποκαλύψωμεν τὰς πληγὰς ἡμῶν καιρὸς νὰ ὑψώσωμεν ἔντονον φωνὴν διαμαρτυρήσεως κατὰ τῆς πειζούσης ἡμᾶς τυραννίας.

Ἡ Κέρκυρα ἀνάξια πάσχει· τὰ δὲ δεινοπαθήματα αὐτῆς χρεώσται εἰς τὴν ἀπερισκεψίαν καὶ τὴν ἀπρονοησίαν τῶν κυβερ-

ΙΑΚΩΒΑΓΓΕΛΙΟΣ

ΔΗΜΟΣΙΑ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
ΜΟΥΣΕΙΟ ΑΘΕΟΥΡΙΟΥ
Εν Κερκύρᾳ τῇ 8.ῃ Μαΐου 1867.

Τὰ παθήματα τῆς Κερκύρας.

ἌΡΘΡΟΝ Β'.

From mighty wrongs to petty perfidy
Have I not seen what human things could do?

BYRON.

Ὁ κ. Σ. Κόμνος ἰδημοσίευσε διὰ τοῦ ὑπὸ χρονίαν 24 Ἀπρι-
λίου ἰ. ἔ. φύλλου τῆς *Παλιγγενεσίας* ἄρθρον ἐπιγραφόμενον
«τὰ προοίμια τῆς ὀφειλομένης ἀπαντήσεως εἰς τὰς πνευματικὰς
ἐκδρομὰς τοῦ κυρίου Λαυάρδου καὶ εἰς τὰς κατὰ τῆς Ἑλληνικῆς
κυβερνήσεως μορφὰς τῶν πολιτικῶν ἀνδρῶν τῆς Ἀγγλίας.» Τὸ
ἄρθρον τοῦτο μετετυπώθη γαλλιστὶ εἰς τὴν *Ἑλπίδα*.

Ἡμεῖς δὲν προτιθέμεθα οὔτε τὰς πνευματικὰς ἐκδρομὰς τοῦ
κ. Λαυάρδου νὰ ἐπικροτήσωμεν, οὔτε νὰ ἀναιρέσωμεν ἐν γένει
τὰ λάθη εἰς ᾧ δυστυχῶς περιέπεσεν ἐν Ἑπτανήσῳ ἡ Προστασίς·
ἀλλὰ δὲν δυνάμεθα νὰ παρέλθωμεν ἐν σιωπῇ πεπλανημένους τι-
νὰς δοξασίας, αἱ ἐμπεριέχει τὸ ἄρθρον τοῦ σοφοῦ καθηγητοῦ
τῆς Φιλοσοφίας.

Κατὰ τὸν ἀρθρογράφον ἡ Ἀγγλία παρέδωκε τοῖς Ἕλλησι
μετὰ τῶν Νήσων μεσαιωνικοὺς θεσμοὺς καὶ ἐπέτρεψε πρὸς
τοὺς ἄλλοις πᾶσι ἐν πλήρει ἰσ. αἰῶνι τὴν ὑπὸ τῶν τιμα-
ριωτῶν τοῦ μεσαιῶρος πίεσιν τῆς ἐξοχῆς. Οἱ κάτοικοι τῆς ἐ-
ξοχῆς, οὗς οἱ ἀριστοκράται ἐτι καὶ σήμερον ὀνομάζουσι βιλ-
λάρους, ἦτοι ἀγρεῖς (sic), ἦσαν ὡς οἱ δοῦλοι τοῦ μεσαιῶρος
προσηρητημένοι εἰς τὴν γῆν. Δὲν εἶχον ἰδιοκτησίαν, δὲν ἐλάμ-
βαρον οὐδὲμίαν ἐκπαίδευσιν καὶ τὰ πολιτικὰ τῶν δικαιώμα-
τα ἦσαν σχεδὸν ἴσα τῷ μηδενί.

Ὁ κ. Κόμνος εἶναι ἰόνιος ἀλλ' ἐκ τῶν ἰονίων ἐκείνων οἵτινες
παιδιόθεν διέτριψαν μακρὰν τῆς Ἑπτανήσου καὶ ὡς ἐκ τούτου, καθὰ
γίνεται ὅλον ἐκ τῶν ἀνωτέρω, συμμερίζεται ὡς πρὸς τὴν
τὰς προλήψεις τῶν νέων συμπολιτῶν μας τῶν παλαιῶν ἐπαρ-
χιῶν. Εἰς ἡμᾶς ἐλέγχοντας τῷ 1865 τὰ παροράματά του εἰλι-
κρινέστερος ὁ Κ. Κουμουνδοῦρος ἔλεγε· «τί θέλετε ; ἡ Ἑπτανήσος
δι' ἐμὲ εἶναι Κίνα.» Εἰς ἐκ τῶν πρώτων πολιτικῶν ἀνδρῶν τῆς
Ἑλλάδος ἐμολόγησεν ὅτι ἐγνώριζε τόσον τὴν κοινωνικὴν κατά-
στασιν τῆς ἡμετέρας Προστατείας τῷ Βασιλείῳ ὡς ἐκδορὰν χώρας
ὅσον τὴν Οὐγγίαν Αὐτοκρατορίαν, μεθ' ἧς νομίζομεν ὅτι δὲν ἡ-
τυχῆσαμεν εἰσέτι νὰ συνάψωμεν σχέσεις· ὥστε δὲν δυνάμεθα



ΙΑΚΩΒΑΚΙΟΥ
ΔΗΜΟΣΙΑ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ
ΜΟΥΣΕΙΟΝ ΔΕΛΦΟΥΝ

νὰ κολακευθῶμεν ὅτι πολῖται ὑποδεστέρας τάξεως ἢ ἄλλο ἔχοντες μέλημα ἢ τὴν πολιτικὴν, πολὺ δὲ ἦσαν ἄνδρες ἐγκύπτοντες εἰς φιλοσοφικὰς μελέτας ἔλαβον τὴν εὐκαιρίαν νὰ διαγνώσῃσι τὴν ἐσωτερικὴν τῆς Ἑπτανήσου κατάστασιν.

Πάνθ' ἐξ χωρικοὶ, ἄνθρωποι τοιοῦτοι οἷους ἔπρεπε νὰ ἐξερεύξῃ ἡ κάλπη ἐν ᾗ ὁ ἀκτῆμων τῆς ἐξοχῆς συρφετὸς κατέθετε τὴν ψήφον τοῦ, πορευθέντες εἰς Ἀθήνας εἶπον ὅτι ἐν Κερκύρᾳ *ἐκ πλήρει* *ΙΘ' αἰῶνι* ὑπῆρχον εἰσέτι τιμάρια· ὅτι οἱ χωρικοὶ ἦσαν δουλοπάροικοι, χθονὸς ἐξάρτημα· καὶ εὐθὺς οἱ ἀγαθοὶ νέοι συμπολίται ἡμῶν ἐκράυγασαν «ἄρον, ἄρον, σταύρωσον!» Τί; πῶς; «Οἱ Ἑπτανήσιοι ἔχουν μεσαιωνικοὺς θεσμούς.» Ἀλλ' εἶναι δυνατόν! «Αὐτὸς ἔφα' τοῦτέστιν ὁ Κωτζάντζας, τοῦτέστιν ὁ Παγκράτης, τοῦτέστιν ὁ Ρωμαῖος.»

Ἐκ πρώτης οὖν ἀφετηρίας μετὰ τὴν μεταπολίτευσίν μας εὐρέθημεν οἱ Ἑπτανήσιοι ἀπέναντι τῆς λοιπῆς Ἑλλάδος ὡς κατηγορούμενοι ἀπέναντι δικαστῶν καταδικαζόντων πρὶν ἢ ἐξετάσῃσι τὰ πειστήρια τῆς δίκης ἔγγραφα καὶ ἀκούσῃσι τοὺς μάρτυρας καὶ τὴν ἀπολογίαν. Καὶ ἡ ἀπολογία καὶ οἱ μάρτυρες καὶ τὰ πειστήρια ἔγγραφα δὲν ἔλειψαν. Ἀρκεῖ νὰ ὑπενθυμίσωμεν τὴν ἀξιόλογον πραγματείαν τοῦ δικηγόρου κ. I. A. Τυπάλδου τυπωθεῖσαν ἐν Ἀθήναις τῷ 1864, καταχωρηθεῖσαν τὸ πρῶτον εἰς τὴν *Ἑλπίδα* καὶ ἐπιγραφομένην «ἡ φεουδοκρατία καὶ ἡ γεωργία κατὰ τὰς Ἰονίους Νήσους» ἐνθα ὁ νομομαθὴς οὗτος ἀνὴρ ἐναργέστατα ἀποδεικνύει ὅτι τὰ παρ' ἡμῖν φέουδα οὐδὲν εἶχον κοινὸν εἰμὴ τὸ ὄνομα μὲ τὰ ἐν Εὐρώπῃ γεννηθέντα ἐν τῷ μέσῳ αἰῶνι καὶ εὐχερῶς, ἀν' ἀνεγινώσκετο, ἡδύνατο νὰ διασκεδάσῃ τοὺς φόβους οὓς φαίνεται ἐνεποίησε τὸ τιμαριωτικὸν μορμολύκειον τὸ δωρεάν κατὰτράξαν τοὺς φιλελευθέρους Ἕλληνας.

«Τὰ Κερκυραῖκα τιμάρια» ἔγραφε τότε ἕτερος νομοίστωρ λίαν ἐγκρατὴς τῶν Ἰονικῶν θεσμῶν (1) «ἀπὸ τῆς πρώτης ἐγκαθιδρύσεως τῶν ἐπὶ τῶν Αἰθνηγαυῶν καὶ τῶν Ἑνετῶν κατ' οὐδὲν ἦσαν παρεμφερῆ μὲ τὰ ἐν τῇ Δύσει καθιδρυθέντα... οἱ Βαρῶνοι Κερκυραῖοι δὲν εἶχον δουλοπαροίκους... δὲν εἶχον ὑποχρεοῦν τοὺς χωρικοὺς δυνάμενους ὡς ἐπιτοπολὺ ἐλευθέρως νὰ ἐγ-

(1) Esposizione delle condizioni giuridiche della Proprietà Fondiaria nell' Isola di Corfù con documenti e Note per Girolamo Santorio, Corfù, 1864.

καταλείψωσι τοῦ τιμαρίου τὰ χρώματα... ἐν γένει δὲν εἶχον δικαιοδοσίαν ἀστυκὴν, ποινικὴν καὶ μικτὴν... οὐδὲ ἀπῆλαυον τοῦ σμήνους τῶν πραγματικῶν ἐκείνων δικαιωμάτων ἵνα ἀνῆκον εἰς τοὺς τιμαριώτας τῆς Δύσεως... Εἰς πλησιέστεραν εἰς ἡμᾶς ἐποχὴν οἱ Βαρῶνοι ἄλλο δικαίωμα δὲν ἐχάρινον εἰμὴ τὸ νὰ εἰσπράττωσι τὰς συμπεφωνημένας ἀγροληπτικὰς ἢ ἐνδοφορομικὰς παροχάς... Ενείχοντο δὲ νὰ συνεισφέρωσι φόρον ἐτήσιον εἰς τὸ δημόσιον ταμεῖον πρὸς ἀναγνώρισιν τῆς ἀπ' ἀρχῆς γενομένης εἰς αὐτοὺς παραχωρήσεως τῶν ἀδεσπότην γαιῶν παρὰ τοῦ Κράτους καὶ νὰ ὁμώσωσι τὸν τῆς πίστεως ὅρκον... Αὕτη ὥς ἐγγίστα ἦτο ἡ τῶν κερκυραϊκῶν τιμαριῶν κατάστασις ἕως τοῦ ἐτος 1825 ὅτε διὰ τοῦ *ΔΕΤ. Νόμου τῆς Β'. Βουλῆς* (41 Μαΐου 1825) ὁ ἰόνιος νομοθέτης καθήργησεν αὐτά.

Ταῦτα καὶ τὰ τοιαῦτα ἔγραφον οἱ ἡμέτεροι νομομαθεῖς· πλὴν μάτην. Ἡ Β'. τῶν Ἑλλήνων Ἐθνοσυνέλευσις ἐγένετο καταγέλαστος καταργήσασα τὰ ἐν Ἑπτανήσῳ ἀθῶα καὶ ἀκακά τιμάρια τὰ ὅποια εἶχον καταργηθῆ πρὸ τριάκοντα ἐτῶν ὁ δὲ κ. Κόμνος ὅστις εἰς τὰς παραμονὰς τῆς ἑνώσεως ἐπροφύτευε τὰ μέλλοντα—καίτοι τὴν προφητείαν αὐτοῦ δὲν ἐδημοσίευσεν εἰμὴ μετὰ τὰ τετελεσμένα γεγονότα—ὁ Κ. Κόμνος ὠνειροπόλει ἐν Ἑπτανήσῳ *βιλλάνους*, οὓς ἐν τῇ σοφίᾳ αὐτοῦ μεθερμηνεύει *ἀγερεῖς*, ὄντας ὡς τοὺς δούλους τοῦ μεσαιωνικοῦ προσηρτημένους εἰς τὴν γῆν.

Κατὰ τὸν Κ. Κόμνον οἱ *βιλλάνοι* δὲν εἶχον ἰδιοκτησίαν· οὐδεμίαν ἐλάβανον ἐκπαίδευσιν καὶ τὰ πολιτικὰ τῶν δικαιώματα ἦσαν μηδὲν. Ἀλλ' ἂν ὁ λόγιος οὗτος ἀνὴρ κατεδέχετο νὰ λάβῃ ἀκριβεστέρας πληροφορίας περὶ τῶν ἐνταῦθα πραγμάτων ἤθελε γνωρίσει ὅτι τὰ τέσσαρα πέμπτα τῶν ἐν Κερκύρᾳ (διότι περὶ Κερκύρας ἰδίως ἀσχολούμεθα) ἀγροτικῶν κτημάτων εἶναι ἀγροληπτικά, τοῦτέστι κτήματα τὰ ὅποια οἱ ἰδιοκτῆται μετεδίβαζον τοῖς γεωργοῖς πρὸς καλλιέργειαν παραχωροῦντες αὐτοῖς δικαίωμα συνιδιοκτησίας· ὅτι ὁ γεωργὸς ἀπακαθίστατο ὁ σέμπρος, ὁ *συνέταιρος* τοῦ ἰδιοκτῆτου· ὅτι πλείστοι τῶν γεωργῶν τούτων πλουτήσαντες κατέστησαν ἀπόλυτοι κύριοι τῶν γαιῶν καὶ αὐτοὶ ὑπῆρξαν ἡ μάλιστα τῶν συγχωρικῶν τῶν ὁδῶν διὰ τῶν τοκογλυφικῶν μετ' αὐτῶν συναλλαγῶν, αὐτοὶ οἱ καταπιέσαντες τὴν ἐξοχὴν καὶ οὐχὶ οἱ ἄρχον-

τες τῆς πόλεως, οἱ τιμαριῶται τοῦ μεσαιῶνος· ὅτι δημοτικὰ σχολεῖα ὑπῆρχον εἰς τὴν ἐξοχὴν καὶ ἡ πόλις τοσοῦτω γενναία ἀνεδείχθη διὰ τοὺς υἱοὺς τῶν χωρικῶν ὥστε παρεδιάσθη ἡ Διαθήκη τῆς κερκυραίας Ἑλένης Μοτζίγιου, τῆς εὐεργέτιδος ταύτης τῆς πόλεως ἡμῶν, καὶ ἀπεστάλησαν δι' ἐξόδων τοῦ πλουσίου κληροδοτήματος αὐτῆς πρὸς ἐκπαίδευσιν εἰς τὰ εὐρωπαϊκὰ γυμνάσια καὶ πανεπιστήμια ἔτι τὰ τέκνα τῶν *βιλλάνων*, ἐνῶ ἡ ἐν μακαρίᾳ τῇ λήξει συμπολίτις ἡμῶν μίαν μόνην τάξιν πτωχῶν ἀστῶν ἠνιόει νὰ εὐεργετήσῃ· ὅτι οὐ μόνον τὰ πολιτικὰ δικαιώματα τῶν χωρικῶν δὲν ἦσαν *μηδὲν* ἀλλ' ὅτι ἠδύναντο νὰ ἦναι ἐκλογεῖς καὶ ἐκλόγιμοι ἔχοντες ἥσσαν ἰδιοκτησίαν τῶν ἀστῶν—καὶ βουλευταὶ, εἰσχυγελεῖς, δικασταί, ἑπαρχοὶ κτλ. ὑπῆρξαν παῖδες *βιλλάνων*.

Ἄν δὲ ἠπορήσαμεν ἀκούοντες ὅτι πρὸ τῆς ἐνώσεως ἡ ἑπτάνησος ἦτο Κίνα διὰ τοὺς βασιλευμένους Ἕλληνας, ἡ ἀπορία ἡμῶν αὐξάνει βλέποντες ὅτι ἐξακολουθεῖ νὰ ἦναι Κίνα μετὰ τὴν ἔνωσιν καὶ τὴν ἀφομοίωσιν καὶ ἀφοῦ διακεκριμένοι Νομάρχαι ταῖς παλαιαῖς ἀνήκοντες ἑπαρχίαις διωρίσθησαν ἐνταῦθα, καὶ δικασταὶ λαβόντες γνῶσιν τῆς νομοθεσίας ἡμῶν, δικασταὶ νοήμονες, συγκεκροτημένοι μὲ παιδείαν καὶ ἀνώτεροι παντὸς ἐπαΐνου ὅποιος σὺν τοῖς ἄλλοις εἶναι ὁ ἐν Κερκύρᾳ Πρόεδρος τῶν Ἐρετῶν Κ. Ἀπόστολος Ἀθανασιάδης καὶ ὁ ἀγαθὸς ἡμῶν Πρόεδρος τῶν Πρωτοδικῶν Κ. Δημοσθένης Τσιβανόπουλος, οἵτινες ἤδη ἐπληροφορήθησαν περὶ τῶν ἐνταῦθα διατρεχόντων καὶ ἰδίως ἀσχοληθέντες περὶ τὸ ἐν Κερκύρᾳ σύστημα τῆς ἀγροτικῆς ἰδιοκτησίας συνετάς καὶ ἐλλόγους ὑπέβηλον παρὰ τῆς Κυβερνήσει.

Ἄλλ' ἔστω· ἐξῆν καὶ ἐξεστὶ τῷ Κυρίῳ Κόμῳ ἀγνοεῖν τὴν κοινωρικὴν ἡμῶν κατάστασιν. Δὲν ἐπιτρέπεται ὅμως εἰς ἄνδρα πεπαιδευμένον ὅποιος εἶναι αὐτὸς νὰ ἀγνοῇ τὴν ἱστορίαν τοῦ ἔθνους του καὶ, μὰ τὸ καί, ἡ ἱστορία τῆς ἑπτανήσου ἔτι ὑπὸ ξένην κυριαρχίαν διατελούσης ἀνήκει εἰς τὸ Ἑλληνικὸν ἔθνος ὃν τρόπον καὶ ἡ ἱστορία τῆς Ἑλλάδος ἔτι καὶ ἂν ἐποχὴν διετέλει ὑπὸ τὸ σκῆπτρον τῶν Ῥωμαίων Αὐτοκρατόρων, ὑπὸ τὴν ἡγεμονίαν τῶν φράγκων Δυναστῶν ἢ τὴν τυραννίαν τῶν Σουλτάνων.

Ἐν τούτοις ὁ κ. Κόμνος φαίνεται ἀγνοεῖν τὴν ἱστορίαν τῆς ἑπτανήσου ὁμιλῶν μετὰ τοσαύτης περιφρονήσεως περὶ τῶν εὐπατριδῶν αὐτῆς *φερόντων* κατὰ μέγα μέρος *ὀνόματα ἰταλικά*.

Ἄν ἐγίνωσκεν αὐτὴν ἔπρεπε νὰ μὴ ἀγνοῇ ὅτι οἱ εὐπατριδαὶ οὗτοι εἶχον ἀποκτήσει τὴν εὐγένειαν αὐτῶν θυσιάσαντες τὰ ὑπάρχοντά των ἵνα ἐξοπλίσωσι πλοῖα πρὸς πόλεμον κατὰ τῶν βαρβάρων ἐκείνων οἵτινες ὑπῆρξαν οἱ πολέμιοι τοῦ Ἑλληνικοῦ ὀνόματος· ὅτι τὸν στόλον τῶν Ἐνετῶν ἠκολούθησαν καὶ ἠνδραγάθησαν τῷ 1571 ἐν τῷ κόλπῳ τῆς Ναυπάκτου· ὅτι κατὰ τὰ εἰκοσιπέντε ἔτη διαρκούντων τῶν ὁποίων ἡ Βενετία ἡμύνετο τὴν Κρήτην κατὰ τῶν εἰσβαλόντων τῷ 12' αἰῶνι Ὀθωμανῶν καὶ ἐπὶ τέλους ἐκπορθησάντων αὐτήν, οἱ περιφρονούμενοι οὗτοι πατρίκιοι ἐμάχοντο εἰς τὰ πλευρὰ Φραγκίσκου τοῦ Μαυροκηνοῦ· ὅτι ἰδίους ἀναλώμασι ἀνήγειρον προμαχώνας ἐν Κερκύρᾳ καὶ ἐντεῦθεν ἐξορμῶντες ἐξέβησαν τὰ στήθη αὐτῶν καὶ ἐν τῇ περιφήμῳ ὑπὸ τῶν Τούρκων πολιορκεῖα τῷ 1716 καὶ προγενέστερον καὶ ἔπειτα καὶ πάντοτε.

Περὶ τούτων ἀπάντων φυλάττομεν πιστήρια ἔγγραφα, Κύριε Κόμνε, ἐν τοῖς χαρτοφυλακίοις ἡμῶν, ἔχομεν ἱστορικὰ μνημεῖα ἔτι σωζόμενα.

Οἱ πατρίκιοι τῆς Κερκύρας οἱ *ἐντελῶς ἄμοιροι φώτων* καὶ *ικανότητος* ἦσαν οἱ Μουσοῦδαί, οἱ Βλασόπουλοι, οἱ Τριβῶλαι, οἱ Χαλικιόπουλοι, οἱ Θεοτόκαι, οἱ Ροδόσταμοι. Δὲν σᾶς φαίνονται ἑλληνικῆς καταγωγῆς τὰ ὀνόματ' αὐτὰ; ἔστω· τινὲς ἐξ αὐτῶν φέρουσιν ἰταλικά ὀνόματα. Ἄλλ' ἡ μεθ' Ἑλλήνων ἐπιμιξία, ἡ θρησκεία, τὸ φρόνημα, τὸ αἶσθημα δὲν κατέστησεν αὐτοὺς μετ' αἰῶνας γνησίους Ἕλληνας; Τὸ μέγα ὄνομα τῆς νέας Ἑλλάδος, ὁ ἐνδοξος πολίτης αὐτῆς καὶ εὐεργέτης, δὲν εἶναι ὁ κερκυραῖος Καποδίστριας; Παρατηρήσατε ἂν ἔφερον *ἰταλικὸν ὄνομα* οἱ πεσόντες ἑπτανήσιοι ἐν τῷ πεδίῳ τοῦ Λάλα; ὁ Δομενεγίνης ὁ θυσιασθεὶς ἐν Ἠπείρῳ τῷ 1854;

Μετὰ τὴν πτώσιν τῆς Ἐνετοκρατίας, ποῦ ἠκούσθη πρῶτον τὸ γλυκὺ ὄνομα τῆς Ἑλλάδος; Ἐν ἑπτανήσῳ· καὶ ἡμιλλῶντο μετὰ τοῦ λαοῦ νὰ τὸ προφέρωσι τὰ χεῖλη τῶν εὐπατριδῶν ἐκείνων οὓς *ὀνομάζετε* σήμερον ξένους. Ἐν ἑπτανήσῳ συνεκροτήθη ἡ πρώτη Νεοελληνικὴ Πολιτεία, ἡ δὲ πρωτεύουσα αὐτῆς ὑπῆρξε διὰ τοῦ Πανεπιστημίου τῆς ἡ πρώτης τοῦ Ἑλληνισμοῦ ἐστία. Ἐνταῦθα ἐξενίσθησαν πλείστοι τῶν λογίων ὁμογενῶν ἐν ἡμέραις ἐθνικῆς δυσπραγίας. Ἐνταῦθα ἐπὶ Προστασίας—ἥτις οὐδὲν ἄλλο εἰμὴ κατεριπωμένα φρούρια καὶ ἀμαξωτοὺς δρόμους κατέλειπεν, ὡς λέγετε—ἐνταῦθα οἱ Ἀσώπιοι παρέδιδον τὸ πρῶ-

τον τῇ πανελληνίῳ νεολαίᾳ τὴν ἑλληνικὴν φιλολογίαν, οἱ Καρανδανεῖ τὴν μαθηματικὴν ἐπιστήμην. Ἐνταῦθα, κατεχόντων τὰς κυβερνητικὰς θέσεις τῶν ἀνδρῶν ἐκείνων τῶν μὴ καταδεχομένων νὰ λαλήσωσιν ἄλλην γλῶσσαν πλὴν τῆς βερετικῆς διαλέκτου, ἐδίδαξαν ἐν τοῖς δημοσίοις σχολείοις ἑλληνικὰ γράμματα ὁ Φαρμακίδης, ὁ Βάμβας, ὁ Οἰκονομίδης, ὁ Φιλητᾶς καὶ μυριοὶ ἄλλοι οὓς ἐπιλείψει με ὁ χρόνος ἀπαριθμοῦντα.

Κακῶς ἐπενοήσατε, Κύριε Κόμνε, λέγοντες τὰ μὴ ἀληθῆ καὶ λοιδοροῦντες τοὺς Ἐπτανησίους νὰ κάμντε τὴν ἀπολογίαν τῆς ἑλληνικῆς Κυβερνήσεως. Οἱ κυβερνῶντες τὴν Ἑλλάδα δὲν περιέπεσον ἀπλῶς εἰς λάθη ὡς πρὸς τὴν Ἐπτάνησον ἀλλὰ διέπραξαν πράξεις αἰτινες ὥφειλον αὐστηρότερον νὰ χαρακτηρισθῶσι.

Ἐπροφθεύσατε ὅτι ἡ ἑλληνικὴ Κυβέρνησις δι' ἑλλειψιν νόμου συγχωροῦντος εἰς αὐτὴν νὰ παρέμβῃ εἰς τὴν μεταξὺ πόλεως καὶ ἐξοχῆς Κερκύρας διαφορὰν, θέλει υποχρεωθῇ νὰ σταυρώσῃ τὰς χεῖράς της ; Ἀλλ' ἡξεύρετε τίς καὶ τίνες πρῶτοι ἐνέσπειραν ἐν Κερκύρᾳ τὰ μεταξὺ χωρικῶν καὶ ἀστῶν ζιζάνια ; Ἄν δὲν τὸ ἡξεύρετε, μάθετε τὴν σύγχρονον ἱστορίαν.

ἡξεύρετε πρὸς ἐκδίκησιν τίνος καὶ τίνων δι' ἐνὸς δρακοντείου Νόμου ἀφέθη ἀπροστάτεντος ἡ ἰδιοκτησία τῶν Κερκυραίων ; Δὲν τὸ ἡξεύρετε ; Μάθετε τὴν σύγχρονον ἱστορίαν.

Γινώσκετε διατί, ὑπαρχούσης Βουλῆς πειθνήνιου τῇ Κυβερνήσει καὶ ψηφισάσης πανθ' ὅσα τῇ ὑπεβλήθησαν νομοσχέδια καὶ αὐτὰ τὰ μισητότερα τῷ λαῷ, ἡ ἑλληνικὴ Κυβέρνησις σταυροῖναι τὰς χεῖράς της καὶ ἐπιτρέπει τὴν ἑλλειψιν Νόμου δυναμένου νὰ λύσῃ τὴν μεταξὺ πόλεως καὶ ἐξοχῆς διαφορὰν ; ἢ μᾶλλον ἐπιτρέπει τὴν ἑλλειψιν Νόμου δυναμένου νὰ ἀπαχτασθήσῃ εἰς τὰ δικαιώματά των τοὺς ἀποδυμνωθέντας ἰδιοκτῆτας ; Τὸ ἀγνοεῖτε ; Μάθετε τὴν σύγχρονον ἱστορίαν.

Οἱ Ἐπτανῆσιοι, οἱ Κερκυραῖοι ἰδίως, ἀπεκάμομεν ὑποφέροντες τὰ πάνδεινα ὑπὸ κυβερνήσεως ἣν ὑμεῖς, Κύριε Κόμνε, νομίζετε εὐλόγον νὰ ὑπερασπισθῇτε. Θεμιτὸν ὑμῖν νὰ συντάξῃτε οἶον ; βούλεσθε πανηγυρικοὺς λόγους, ἀλλὰ μὴ συγκοφαντεῖτε.

Ἐν Κερκύρᾳ τῇ 8ῃ Μαΐου 1867

ΙΑΚΩΒΑΤΕΙΟΣ

ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΚΕΝΤΡΙΚΗ ΒΙΒΛΙΟΘΗΚΗ ΜΟΥΣΕΙΟΝ ΛΗΘΟΥΡΙΟΥ

